

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1957-1958.

SÉANCE DU 12 DÉCEMBRE 1957.

Rapport de la Commission de l'Instruction Publique, chargée d'examiner le projet de loi complétant les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1957-1958.

VERGADERING VAN 12 DECEMBER 1957.

Verslag van de Commissie voor Openbaar Onderwijs, belast met het onderzoek van het wetsontwerp tot aanvulling van de gecoördineerde wetten op het toekennen der academische graden en het programma van de universitaire examens.

Présents : MM. CROMMEN, président; JESPERS, BUSIEAU, DELIÈGE, DELOR, DELPORT, DETAEVERNIER, DULIEU, HENSKENS, LEYNEN, LEYSEN, NEEFS, PHILIPS, SOLAU, VAN IN et VANDERMEULEN, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le présent projet tend à concrétiser en textes législatifs les conceptions du Ministre de l'Instruction Publique en ce qui concerne l'organisation de l'enseignement secondaire, l'accession aux études universitaires et la réforme de l'enseignement normal.

A plusieurs reprises, le Ministre, tant à la Chambre des Représentants qu'au Sénat, a exposé ses préoccupations en ces matières et indiqué les mesures à prendre pour les réaliser.

Dans l'enseignement secondaire, c'est-à-dire dans l'enseignement moyen et dans l'enseignement technique, des adaptations sont devenues nécessaires.

La structure actuelle de l'enseignement moyen est trop cloisonnée, elle n'est pas rationnelle. Il est difficile de passer du moyen général au technique. L'inverse est pratiquement impossible.

Depuis plusieurs années une expérience est en cours dans l'enseignement moyen de l'Etat. Beaucoup d'écoles du degré inférieur (12 à 15 ans) possèdent des sections pré-techniques et professionnelles.

R. A 5416.

Voir :

Documents du Sénat :

14 (Session de 1957-1958) : Projet de loi;
47 (Session de 1957-1958) : Amendement.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

Dit ontwerp wil de opvattingen van de Minister van Openbaar Onderwijs inzake de organisatie van het secundair onderwijs, de toelating tot de universitaire studiën en de hervorming van het normaalonderwijs, in wetsbepalingen neerleggen.

Bij herhaling heeft de Minister, zowel in de Kamer als in de Senaat, zijn bedoelingen ter zake te kennen gegeven en aangewezen welke praktische maatregelen genomen moeten worden.

Het secundair onderwijs, d.i. het middelbaar en het technisch onderwijs, moet enigszins aangepast worden.

Het middelbaar onderwijs is thans te veel in vakjes ingedeeld en ondoelmatig georganiseerd. Van het algemeen middelbaar onderwijs naar het technisch overgaan is moeilijk. Het omgekeerde is praktisch onmogelijk.

Sinds verscheidene jaren is in het Rijksmiddelbaar onderwijs een proefneming aan de gang. Vele scholen van de lagere graad (12 tot 15 jaar) bezitten praetechnische en beroepsafdelingen.

R. A 5416.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

14 (Zitting 1957-1958) : Wetsontwerp;
47 (Zitting 1957-1958) : Amendement.

Trop souvent, pour un grand nombre d'élèves, l'âge du choix — celui d'une école et aussi celui d'une destinée — est pratiquement celui de 12 ans. Et lorsque ce choix est fait, il est très difficile d'y revenir.

L'enseignement secondaire présente un enchevêtrement de circuits fermés. Il devrait, au contraire, dans une nécessaire diversité, être un circuit continu par lequel chaque adolescent arriverait au point où le destinent ses aptitudes et son ardeur au travail.

Le degré inférieur de l'enseignement secondaire doit être d'orientation. Il faut que l'enfant puisse passer d'une section dans une autre avec éventuellement, un examen « de rattrapage ». L'organisation préalable d'un dispositif d'orientation rationnelle et continue est nécessaire à cette fin. Le vote du présent projet permettra d'en poursuivre l'exécution déjà commencée.

Les perfectionnements incessants de la science et de la technique nous imposent des devoirs impérieux. La nécessité est urgente de former, de plus en plus, un grand nombre de techniciens qualifiés à tous les degrés de l'échelle technique, depuis l'ouvrier jusqu'à l'ingénieur.

La population universitaire ne comprend que 5 % d'enfants d'ouvriers industriels. Cette minorité s'oriente le plus volontiers vers ce secteur technique. Il y a là une raison supplémentaire pour remédier à la structure actuellement défectueuse de l'enseignement secondaire.

L'enseignement de 12 à 15 ans doit être organisé de telle façon que le passage d'une section à l'autre de l'enseignement général et aussi d'un secteur à l'autre soit toujours possible. Aucun dommage ne peut en résulter pour le déroulement ultérieur des études et notamment pour l'homologation des certificats d'enseignement moyen.

ANALYSE DES ARTICLES.

Les dispositions du projet constituent essentiellement des modifications aux lois coordonnées sur la collation des grades académiques. Cette réforme peut se faire par de simples arrêtés royaux en ce qui concerne l'enseignement technique. Par contre, des dispositions légales relatives à l'homologation doivent être assouplies à l'intervention du législateur pour ceux qui terminent des études moyennes.

Article premier.

Le Gouvernement a, dès le 1^{er} septembre 1957, procédé à une réforme des écoles normales gardiennes, primaires et secondaires.

Les études normales primaires s'alignent sur les humanités anciennes ou modernes. A la sortie de l'école normale, l'instituteur obtiendra donc un

Al te vaak moet een groot aantal leerlingen praktisch op 12-jarige leeftijd een school en daarmee ook een levensweg kiezen. En wanneer die keuze eenmaal gedaan is, kunnen zij nog zeer moeilijk terug.

Het secundair onderwijs is een wernet van hoofdwegen zonder verbindingswegen. Verscheidenheid moet er zijn, maar de verschillende wegen moeten zodanig verbonden worden, dat elke leerling uitkomt op de plaats waarvoor hij bestemd is door zijn aanleg en werklust.

De lagere graad van het secundair onderwijs moet richtinggevend zijn. Het kind moet van de ene afdeling naar de andere kunnen overgaan, met eventueel een « inhalingsexamen ». Hiervoor moet eerst een doelmatig en doorlopend oriënteringsapparaat worden opgezet. Dit ontwerp zorgt voor de verdere opbouw, die reeds begonnen is.

De onophoudelijke vooruitgang van wetenschap en techniek legt ons een dringende plicht op. Er is dringende behoefte aan een groter aantal geschoolde technici op elke sport van de technische ladder, van arbeider tot ingenieur.

Men bedenke dat slechts 5 % van de universiteitsstudenten arbeiderskinderen zijn. Deze minderheid gaat het liefst naar de technische sector. Dit is een reden te meer om de gebrekkige structuur van het secundair onderwijs te verbeteren.

Het onderwijs van 12 tot 15 jaar moet derwijze georganiseerd worden dat het steeds mogelijk is van de ene afdeling van het algemeen onderwijs naar de andere en ook van de ene sector naar de andere over te gaan, zonder dat dit schade doet aan het latere verloop van de studies, en inzonderheid aan de homologatie van de getuigschriften van middelbaar onderwijs.

ONTLEDING VAN DE ARTIKELEN.

Het ontwerp brengt hoofdzakelijk wijzigingen in de gecoördineerde wetten op het toekennen der academische graden. Voor het technisch onderwijs kan dit zonder meer gebeuren door middel van koninklijke besluiten. Doch de wetsbepalingen betreffende de homologatie versoepelen voor hen die aan het einde van de middelbare studies zijn, kan alleen de wetgever doen.

Eerste artikel.

De Regering heeft op 1 September 1957 een hervorming ingevoerd bij de normaalscholen voor bewaarschoolonderwijzeressen en in de lagere en secundaire normaalscholen.

De lagere normaalstudiën worden afgestemd op de oude of moderne humaniora. Bij het verlaten van de normaalschool krijgt de onderwijzer dus

diplôme d'instituteur et un certificat d'humanités complètes susceptible d'être homologué.

Les écoles normales *primaires* s'organisent suivant une ou plusieurs sections des humanités anciennes ou modernes. Les programmes sont ceux des trois années du cycle supérieur et s'étaleront sur les quatre années normales. La formation pédagogique sera réalisée au cours des deux dernières années.

La durée des études normales *gardiennes* est portée de trois à quatre années. Les élèves des écoles normales gardiennes suivront les mêmes cours généraux que les élèves des écoles normales primaires pendant les deux premières années et recevront une formation professionnelle spécialisée au cours des deux dernières. Celle-ci les habilitera en même temps à tenir le degré inférieur de l'école primaire.

Les élèves des écoles normales gardiennes recevront, à la sortie, un diplôme d'institutrice mais n'auront pas droit au certificat homologué.

La réforme des écoles normales *secondaires* porte, en ordre principal, sur la création d'un plus grand nombre de sections. Seuls, les instituteurs et les porteurs du certificat homologué ou agréé d'humanités complètes entreront à l'école normale secondaire.

Les directions des écoles normales communales, provinciales et privées subventionnées ont été invitées à aligner les cours professés dans leurs établissements sur ceux qui sont désormais organisés dans les écoles normales de l'Etat.

Un certain nombre d'écoles normales communales et provinciales avaient déjà réalisé certains aspects de la réforme depuis plusieurs années. D'autres de ces mêmes écoles se promettent d'y arriver par paliers.

Le Ministre de l'Instruction Publique a rencontré les représentants de l'enseignement normal libre agréé. Ceux-ci ont mis la réforme à l'étude.

* * *

Pour accéder à l'école normale primaire, il faut avoir accompli un cycle régulier d'études secondaires inférieur (école moyenne ou école technique). A défaut, sera requis le certificat délivré en application de l'article 5 du présent projet de loi par le Jury central des études secondaires inférieures.

L'article premier permet l'homologation en faveur des instituteurs primaires. Il permet aussi de les réorienter au cours d'études : au cours des deux premières années de chacun des cycles (secondaire supérieur et normal) les élèves pourront passer d'un enseignement à l'autre sans risquer de compromettre l'homologation du certificat.

een diploma van onderwijzer en een getuigschrift van volledige humaniora dat gehomologeerd kan worden.

De *lagere* normaalscholen worden georganiseerd volgens een of meer afdelingen van de oude of moderne humaniora met hetzelfde programma, als dat van de drie jaren van de hogere cyclus. Het wordt echter over de vier normaaljaren gespreid. De paedagogische opleiding zal gegeven worden in de twee laatste jaren.

De duur van de opleiding tot *bewaarschool-onderwijzeres* wordt van drie op vier jaar gebracht. De leerlingen van deze scholen zullen tijdens de twee eerste jaren dezelfde algemene cursussen volgen als de leerlingen van de lagere normaalscholen en in de loop van de twee laatste jaren een gespecialiseerde opleiding krijgen. Dit zal hun tevens het recht geven om te onderwijzen in de eerste graad van de lagere school.

De leerlingen van de normaalafdelingen voor bewaarschoolonderwijzeressen zullen, na hun eind-examen, een diploma van onderwijzeres ontvangen, doch hebben geen recht op een gehomologeerd getuigschrift.

Voor de *secundaire* normaalscholen bestaat de hervorming hoofdzakelijk in de oprichting van een groter aantal afdelingen. Alleen de onderwijzers en de houders van het gehomologeerd of erkend getuigschrift van volledige humaniora zullen tot de secundaire normaalschool worden toegelaten.

Aan de directies van de gemeentelijke, provinciale en gesubsidieerde bijzondere normaalscholen is verzocht om hun cursussen in overeenstemming te brengen met die welke voortaan in de Rijksnormaalscholen zullen gegeven worden.

Een aantal gemeentelijke en provinciale normaalscholen hadden sommige aspecten van deze hervorming reeds sinds ettelijke jaren ingevoerd. Er zijn er ook die dit tragsgewijze zullen doen.

De Minister van Openbaar Onderwijs heeft een onderhoud gehad met de vertegenwoordigers van het erkend vrij normaalonderwijs. Dezen hebben de hervorming in studie genomen.

* * *

Om tot de lagere normaalschool te worden toegelaten moet men een regelmatige cyclus van lagere secundaire studiën (middelbare of technische school) hebben gevolgd. Bij gebreke daarvan is het getuigschrift vereist dat bij toepassing van artikel 5 van dit wetsontwerp uitgereikt wordt door de Centrale Examencommissie voor de lagere secundaire studiën.

Op grond van het eerste artikel is de homologatie mogelijk voor lagere onderwijzers. Zij kunnen ook een andere richting kiezen in de loop van de studiën : tijdens de eerste twee jaren van elke cyclus (hoger secundair onderwijs en normaalcursus) zullen de leerlingen van de ene onderwijstak naar de andere kunnen overgaan, zonder gevaar voor de homologatie van het getuigschrift.

Article 2.

On se plaint généralement du cloisonnement trop étanche qui existe entre l'enseignement moyen et l'enseignement technique. Cet état de choses est défavorable aux élèves et à l'enseignement technique lui-même. Celui-ci doit cesser d'être considéré comme un enseignement de seconde zone. La promotion de l'enseignement technique résultera des faits bien plus que de proclamations vaines et sans objet.

L'article 2 permet d'assimiler aux études moyennes du degré inférieur les études poursuivies dans les années correspondantes de l'école technique.

Article 3.

Cet article interesse les études poursuivies dans la section économique des humanités. Cette section est mise sur le même pied que les autres sections des humanités. La compétence du Jury d'homologation est étendue aux études poursuivies dans la section économique.

Article 4.

Il importe d'assouplir la tâche du Jury d'homologation. Celui-ci ne vérifiera plus dans le détail l'enseignement reçu par l'élève dans les trois premières années de l'enseignement secondaire. Il appréciera ce degré de formation d'après les résultats obtenus au cours de la troisième année.

Article 5.

Cet article consacre une innovation. Il crée un Jury pour l'enseignement secondaire inférieur. Ce Jury délivre un certificat équivalent au certificat délivré à ceux qui ont suivi avec fruit les trois premières années de l'enseignement secondaire soit dans un établissement d'enseignement moyen, soit dans une école technique.

Cette disposition est très importante. Elle permet aux adolescents qui ont accompli les trois années de l'enseignement moyen supérieur après avoir fait auparavant des études irrégulières, d'obtenir l'homologation.

DISCUSSION GÉNÉRALE.

Du contact avec l'Enseignement libre.

Un commissaire estime que la matière comprise dans le projet est une matière qui peut alimenter d'utiles et fructueuses discussions entre les deux secteurs de l'enseignement : l'officiel et le libre. Il s'agit d'un problème très vaste qui vise l'élévation du niveau général de l'enseignement.

Il faut en éloigner les controverses politiques et n'avoir en vue qu'une meilleure préparation des

Artikel 2.

Er wordt algemeen geklaagd over de te strenge scheiding tussen het middelbaar en het technisch onderwijs. Dit is nadelig voor de leerlingen en voor het technisch onderwijs zelf. Dit mag niet langer worden beschouwd als een onderwijs van de tweede rang. De bevordering van het technisch onderwijs zal eer blijken uit de feiten dan uit ijdele en doellose proclamaties.

Op grond van artikel 2 kan met de middelbare studies van de lagere graad worden gelijkgesteld het onderwijs in de overeenstemmende jaren van de technische school.

Artikel 3.

Dit artikel heeft betrekking op de economische afdeling der humaniora. Deze afdeling wordt op gelijke voet geplaatst met de andere afdelingen van de humaniora. De bevoegdheid van de homologatiejury wordt uitgebreid tot de studies in de economische afdeling.

Artikel 4.

De taak van de homologatiejury behoort te worden versoepeld. Deze zal voortaan niet meer tot in bijzonderheden nagaan welk onderwijs de leerling heeft genoten in de eerste drie jaren van het secundair onderwijs. Zij zal het peil van de verworven kennis toetsen aan de hand van de uitslagen van het derde jaar.

Artikel 5.

Dit artikel bevat een nieuwigheid. Er wordt een examencommissie voor de lagere secundaire studiën ingesteld. Deze examencommissie reikt een getuigschrift uit dat dezelfde waarde heeft als het getuigschrift voor de leerlingen die met vrucht de eerste drie jaren van het secundair onderwijs hebben gevolgd, hetzij in een instelling van het middelbaar onderwijs, hetzij in een technische school.

Deze bepaling is zeer belangrijk. Zij geeft aan de jongelingen die na onregelmatige studies de drie jaren van het hoger middelbaar onderwijs hebben gevolgd, de mogelijkheid om homologatie te bekomen.

ALGEMENE BERAADSLAGING.

Het contact met het Vrij Onderwijs.

Een lid is van oordeel dat het ontwerp stof bevat voor nuttige en vruchtbare discussies tussen de twee sectoren van het onderwijs, nl. het officiële en het vrije onderwijs. Het gaat hier om een groots opzet : het onderwijs in zijn geheel op een hoger peil te brengen.

Politieke tegenstellingen mogen hier geen rol spelen en de aandacht moet alleen gericht zijn op

jeunes gens et des jeunes filles. Ce commissaire voudrait que soit assuré un certain contact entre les responsables des deux enseignements. Il ne pourrait que regretter l'absence de toute coordination. Il n'oublie pas que le Ministre a rencontré les représentants de l'enseignement normal libre auxquels le Ministre a fait part de son projet de réforme de cet enseignement. Mais il semble que ce fut un geste de simple courtoisie, sans résultat. La Fédération de l'enseignement catholique n'a pu donner suite à l'invitation ministérielle. La circulaire portant réforme des écoles normales de l'Etat a suivi de trop près la rencontre provoquée par le Ministre. Il eût fallu une meilleure entente, des contacts plus continus.

Ce même commissaire reconnaît bien volontiers que la réforme n'est pas imposée à l'enseignement libre qui peut continuer — momentanément du moins — à délivrer les diplômes dans les mêmes conditions que précédemment. Il pense cependant, qu'il ne reste plus à l'enseignement libre qu'à s'aligner sur l'enseignement de l'Etat. C'est regrettable. La collaboration de tous est nécessaire en pareille matière. La précipitation dont le Ministre a fait preuve aurait dû faire place à un souci plus grand de collaboration.

Ce commissaire ne proteste pas contre la conduite du Ministre. Il croit pourtant que si le Ministre avait procédé autrement certaines difficultés d'ordre psychologique s'en seraient trouvées levées.

Le Ministre déclare que tout le monde est d'accord, depuis pas mal de temps, pour estimer que non seulement les programmes et les méthodes, mais la structure de notre enseignement doivent être revus. Au surplus, le moment est venu de conclure et de passer à des réalisations devenues urgentes. Le Ministre a choisi de procéder par adaptations dans les secteurs où ces adaptations étaient possibles et où le problème était arrivé à maturité. C'est le cas de l'enseignement normal pour lequel on doit considérer que les discussions sont closes et où il faut passer aux actes.

Le Ministre n'a pris personne au dépourvu. Il a pris soin de déclarer publiquement et très nettement quelles étaient ses intentions. Il est tout disposé d'ailleurs à entendre des critiques et à apporter en cours de route des corrections éventuellement nécessaires.

La réforme n'est pas dirigée contre l'enseignement libre. Au contraire, les dispositions du projet actuel sont favorables aux deux enseignements.

Le Ministre constate que le Conseil supérieur de l'Enseignement technique permet aux représentants des deux enseignements d'échanger leurs vues et de trouver des solutions communes. Le Ministre est toujours prêt à exposer ses vues. Il ne refuse pas de reprendre la discussion avec les représentants de l'enseignement libre. Il ne faut pourtant pas que ces contacts puissent entraîner du retard dans l'application des mesures reconnues urgentes et nécessaires.

een betere voorbereiding van de jeugd. Dit lid komt op voor een zeker contact tussen de verantwoordelijke personen van het vrije en het officiële onderwijs. Gebrek aan coördinatie ware te betreuren. Wel heeft de Minister de vertegenwoordigers van het vrij normaalonderwijs ontmoet en hun kennis gegeven van zijn hervormingsplannen. Maar het schijnt dat hij dit louter uit hoffelijkheid heeft gedaan, zonder meer. De Federatie van het katholiek onderwijs heeft geen gevolg kunnen geven aan de uitnodiging van de Minister. De omzendbrief over de hervorming van de rijksnormaalscholen is immers te dicht gevolgd op de ontmoeting met de Minister. Er had meer verstandhouding en contact moeten zijn.

Ditzelfde lid erkent gaarne dat de hervorming niet wordt opgedrongen aan het vrij onderwijs, dat, voorlopig althans, diploma's kan uitreiken gelijk voorheen. Maar het vrij onderwijs zal ten slotte het voorbeeld van het Rijksonderwijs moeten volgen. Dit vindt hij betreurenswaardig. Op dit gebied is ieders medewerking vereist. In plaats van overhaast te werk te gaan, had de Minister meer samenwerking moeten betrachten.

Het lid protesteert niet tegen de houding van de Minister. Maar had deze de zaken anders aangepakt, dan zouden bepaalde psychologische moeilijkheden vanzelf weggevallen zijn.

De Minister verklaart dat iedereen het er sedert lang over eens is dat niet alleen de programma's en de methodes, maar ook de structuur van ons onderwijs herziening behoeven. Het ogenblik is gekomen om te beslissen en te verwezenlijken wat dringend geboden is. De Minister heeft de methode van sectorsgewijze aanpassing verkozen waar dit mogelijk leek en het probleem rijp was. Dit was het geval met het normaalonderwijs, waar het debat als gesloten moet worden beschouwd en het uur van handelen geslagen is.

De Minister heeft niemand verrast. Hij heeft zeer duidelijk en in het openbaar zijn plannen te kennen gegeven. Hij is trouwens bereid kritiek te aanhoren en er in de loop van de hervorming waar nodig aan tegemoet te komen.

De hervorming is niet tegen het vrij onderwijs gericht. Integendeel, het ontwerp bevordert de belangen van beide onderwijsnetten.

De Minister merkt op dat de Hoge Raad van het Technisch Onderwijs aan de vertegenwoordigers van het officiële en het vrije onderwijs gelegenheid geeft om van gedachten te wisselen en tot gemeenschappelijke oplossingen te komen. De Minister is steeds bereid zijn opvattingen uiteen te zetten. Hij staat niet afwijzend tegenover een verdere bespreking met de vertegenwoordigers van het vrije onderwijs. Deze contacten mogen evenwel geen vertraging veroorzaken bij de toepassing van de maatregelen, die als dringend en noodzakelijk worden beschouwd.

Le Ministre ajoute qu'il laisse à l'enseignement libre toute latitude d'étudier le développement de la réforme des écoles normales et qu'il reste à la disposition de ses représentants pour en discuter. Le Ministre a pris un risque, il est prêt à apporter à l'enseignement libre les résultats de son expérience.

Un commissaire pense que l'enseignement normal libre devra s'engager dans la même voie que l'enseignement de l'Etat. Il est des diplômés des écoles normales libres qui enseignent dans les écoles de l'Etat à côté des diplômés des écoles normales de l'Etat. Il n'est pas souhaitable que voisinent des enseignants formés dans des écoles de régimes différents.

Deux autres commissaires évoquent, à leur tour, les rencontres du Ministre avec les représentants de l'enseignement libre au sujet de la récente réforme des écoles normales. Ces membres se demandent si ces contacts ont été suffisants et voudraient savoir comment ils se sont déroulés. Il ne s'est écoulé que 6 jours entre la première entrevue et la parution de la circulaire du Ministre portant réforme des écoles normales. D'autre part, la circulaire ministérielle déclare qu'afin de permettre une adaptation progressive des écoles normales communales, provinciales et privées subventionnées, leur organisation actuelle pourra se maintenir pendant une période de transition dont la durée n'est pas encore fixée mais qu'il serait cependant souhaitable de réduire au minimum.

Ces membres se demandent quelle durée aura la période transitoire et admettent difficilement que la réforme soit imposée à l'enseignement libre.

Le Ministre répète qu'il estime que le moment était venu, pour l'enseignement normal de l'Etat, d'accomplir la réforme. Il souhaite que l'enseignement libre adopte cette réforme, il n'entend pas la lui imposer. Au cours de la période transitoire, le Ministre est prêt à confronter ses vues avec les représentants des écoles normales catholiques et à étudier la réforme dans sa réalisation et ses résultats. Les avantages et les inconvénients du régime ancien et du régime nouveau pourront être examinés contradictoirement.

Du passage d'un enseignement à l'autre et du niveau des études.

Un commissaire rappelle une question parlementaire adressée par lui et dans laquelle il regrettait :

1^o que les candidats qui ont achevé avec fruit la troisième année d'études d'une école technique secondaire inférieure organisée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1957, ou conformément à la réglementation antérieure, ne sont pas admissibles de plain-pied en première année d'études normales primaires;

2^o que les candidats qui ont achevé avec fruit la troisième année d'études d'une école technique

De Minister voegt er aan toe dat het vrij onderwijs de ontwikkeling van de hervorming der normaalscholen kan bestuderen en dat hij ter beschikking blijft van de vertegenwoordigers van het vrij onderwijs om dat probleem te bespreken. De Minister heeft een poging gedaan en is bereid zijn ervaring aan het vrij onderwijs mede te delen.

Een lid is van oordeel dat het vrij normaalonderwijs dezelfde weg zal moeten opgaan als het rijks- onderwijs. In het rijks- onderwijs staan gediplomeerden van de vrije normaalscholen naast gediplomeerden van de rijksnormaalscholen. Leerkrachten die een verschillende opleiding hebben gehad, samen in eenzelfde school les laten geven, is niet wenselijk.

Twee andere leden maken op hun beurt gewag van de besprekingen die de Minister met de vertegenwoordigers van het vrij onderwijs heeft gevoerd over de recente hervorming van de normaalscholen. Die leden vragen zich af of er genoeg contact is geweest en zij wensen te weten hoe de besprekingen verlopen zijn. Tussen het eerste onderhoud en het verschijnen van de circulaire van de Minister betreffende de hervorming van de normaalscholen liggen slechts zes dagen. Aan de andere kant zegt de ministeriële circulaire, dat, met het oog op de geleidelijke aanpassing van de gemeentelijke, de provinciale en de gesubsidieerde vrije normaalscholen, de huidige organisatie nog gehandhaafd mag blijven gedurende een overgangsperiode, waarvan de duur nog niet is bepaald, maar die toch tot een minimum moet worden beperkt.

Die leden vragen hoe lang de overgangsperiode zal duren en kunnen moeilijk aannemen dat de hervorming aan het vrij onderwijs wordt opgelegd.

De Minister herhaalt dat, naar zijn oordeel, het ogenblik om het Rijksnormaalonderwijs te hervormen, aangebroken was. Hij wenst dat ook het vrij onderwijs die hervorming zou invoeren, maar hij wil het daartoe niet dwingen. Tijdens de overgangsperiode is de Minister bereid overleg te plegen met de vertegenwoordigers van de katholieke normaalscholen en de uitwerking en resultaten van de hervorming te bestuderen. De voor- en nadelen van de oude en de nieuwe regeling zullen contradictoir onderzocht kunnen worden.

Overgang van het ene onderwijs naar het andere en studiepeil.

Een lid herinnert aan een parlementaire vraag die hij heeft gesteld en waarin hij het betreurt :

1^o dat de kandidaten, die met goed gevolg het derde leerjaar van een lagere secundaire technische school hebben beëindigd die overeenkomstig het koninklijk besluit van 1 Juli 1957 of overeenkomstig de vroegere regeling is ingericht, niet zonder meer toegelaten worden tot het eerste leerjaar van de lagere normaalscholen.

2^o dat de kandidaten, die met goed gevolg het derde leerjaar van een hogere secundaire technische

secondaire supérieure ne sont pas admissibles en première année d'études normales moyennes.

Ce commissaire constate avec satisfaction que le présent projet permet une réorientation des élèves de l'enseignement technique secondaire inférieur vers l'enseignement moyen supérieur et normal primaire.

En ce qui concerne l'accès à l'école normale moyenne, il prend acte que le Ministre examine la possibilité et l'opportunité d'un assouplissement des conditions d'admission au profit des titulaires d'un diplôme approuvé d'école technique secondaire supérieure délivré dans les conditions fixées par l'article 37 de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1957.

* *

Un membre examine la répercussion, selon lui extrêmement importante, de la disposition de l'article 2 ainsi conçu : « Le Roi fixe les règles de passage entre l'enseignement moyen et l'école technique ».

Ce commissaire estime que, les programmes actuels restant ce qu'ils sont, il est exclu de voir un élève de l'enseignement technique passer après 3 années accomplies dans cet enseignement en 3^{me} gréco-latine ou en 3^{me} latine-mathématique ou latine scientifique.

Actuellement, le passage de la 4^{me} moderne à la 3^{me} des humanités anciennes est, en fait, exclu. Pour permettre le passage, envisagé par le projet actuel, de l'enseignement technique à l'enseignement moyen, l'arrêté royal devra prévoir des modalités qui rendront ce passage facile. Cela ne pourra se faire qu'au détriment de la valeur de l'enseignement. On peut craindre un nivellement par le bas.

De plus la réforme laisse croire que, dans l'esprit du Ministre, le degré inférieur de l'enseignement moyen ne peut, en aucune façon, constituer une spécialisation, mais devenir un fondement permettant tous les changements de sections.

Ainsi le programme du degré inférieur des humanités anciennes ne pourra plus comprendre qu'un cours de latin réduit au minimum et plus aucun cours de grec. L'étude de ces branches ne commencera donc qu'au degré supérieur. Dans ces conditions, la section gréco-latine donnera-t-elle encore la garantie d'une formation sérieuse ?

Le Ministre ne pense pas que la réforme menace le niveau des études. Les craintes exprimées ne sont pas fondées. Actuellement, dans l'enseignement moyen, le passage peut se faire des humanités modernes cycle inférieur aux humanités anciennes cycle supérieur. Toutes les garanties sont prises et le seront encore dans l'avenir pour vérifier le niveau des connaissances des élèves dans des matières telles le latin et le grec. D'ailleurs, le passage est double. L'Enseignement technique exigera lui aussi des garanties de la part des élèves venant de l'enseignement moyen général. De toute façon, et dans les deux sens, les examens seront

school hebben beëindigd, niet toegelaten worden tot het eerste leerjaar van de middelbare normalscholen.

Ditzelfde commissielid ziet met voldoening dat het ontwerp de mogelijkheid schept om de leerlingen van het lager secundair technisch onderwijs te oriënteren naar het hoger middelbaar en lager normaalonderwijs.

Wat de toegang tot de middelbare normalschool betreft, neemt hij er akte van dat de Minister de mogelijkheid en de wenselijkheid onderzoekt om de toelatingsvoorwaarden te versoepelen voor de houders van een goedgekeurd diploma van een hogere secundaire technische school, uitgereikt overeenkomstig artikel 37 van het koninklijk besluit van 1 Juli 1957.

* *

Een lid onderzoekt de naar zijn mening uiterst grote invloed van artikel 2, dat luidt als volgt : « De Koning bepaalt de regelen inzake overgang tussen het middelbaar onderwijs en de technische school. »

Dit commissielid is van oordeel dat, als de programma's blijven wat zij thans zijn, een leerling van het technisch onderwijs na drie jaar in dit onderwijs te hebben doorgebracht, onmogelijk kan overgaan naar de 3^e Grieks-Latijnse of de 3^e Latijns-wiskundige of Latijns-wetenschappelijke.

Op dit ogenblik is een overgang van de 4^e moderne naar de 3^e Grieks-Latijnse feitelijk uitgesloten. Om de bij het ontwerp beoogde overgang van het technisch onderwijs naar het middelbaar onderwijs mogelijk te maken moet in het koninklijk besluit een regeling worden getroffen welke die overgang gemakkelijker maakt. En dit kan alleen gaan ten koste van het onderwijs. Er valt te vrezen voor een gelijkschakeling naar onderen.

Bovendien mag volgens de Minister de lagere graad van het middelbaar onderwijs de leerlingen in geen geval specialiseren maar moet hij een grondslag vormen die alle veranderingen van afdeling mogelijk maakt.

Zo mag op het leerplan van de lagere graad van de oudere humaniora nog slechts een minimale cursus Latijn voorkomen en mag er geen Grieks meer gegeven worden. Deze vakken zullen dus eerst in de hogere graad aangeleerd worden. Maar zal de Grieks-Latijnse afdeling op die manier nog een ernstige opleiding waarborgen ?

De Minister denkt niet dat de hervorming het studiepeil bedreigt. De geuite vrees is ongegrond. Thans reeds kan in het middelbaar onderwijs een leerling overgaan van de lagere cyclus van de moderne humaniora naar de hogere cyclus van de oudere humaniora. Er is voor gezorgd en er zal in de toekomst nog meer worden voor gezorgd dat de kennis van vakken zoals Latijn en Grieks wordt nagegaan. Trouwens, er zijn twee overgangsmogelijkheden. Ook het technisch onderwijs zal waarborgen eisen van de leerlingen die uit het algemeen middelbaar onderwijs overkomen. In elk geval zullen de examens in beide richtingen zo

organisés de manière à ne livrer le passage qu'aux élèves aptes à suivre les cours auxquels ils se destinent.

La question se pose de savoir à qui va incomber la préparation des examens prévus à l'article 2. Seront-ce les écoles elles-mêmes ou bien les élèves devront-ils assurer leur propre préparation? Le Ministre fait également étudier l'organisation de cours par correspondance au niveau de l'enseignement moyen. La chose est réalisée dans plusieurs pays étrangers.

Des commissaires font remarquer que rares seront les élèves qui passeront de l'école technique à la 3^{me} des humanités anciennes mais qu'il est heureux pourtant que la possibilité n'en soit pas exclue.

Du programme des Ecoles normales primaires.

Suivant la réforme, les études normales primaires s'alignent sur les humanités anciennes ou modernes. Les programmes sont ceux des trois années du cycle supérieur de l'enseignement moyen.

Un commissaire se demande si les programmes des écoles normales ne vont pas devenir trop lourds. Sans doute, s'étaleront-ils sur quatre années. Il ne faut pourtant pas oublier la formation pédagogique qui sera réalisée au cours des deux années supérieures et le maintien de certains cours tels le dessin et la musique.

A ce sujet, un membre fait remarquer que les écoles normales primaires donnent une qualification professionnelle. Elles doivent comprendre les cours nécessaires à cette fin, comme toutes écoles préparant à la pratique d'un métier.

Un membre constate que pour l'accession à certains emplois dans les administrations publiques le diplôme d'instituteur (régime ancien) équivaut au diplôme d'humanités. Après l'application de la réforme des écoles normales, il en sera encore de même.

On peut voir là une cause probable de désertion des écoles normales primaires. En effet, certains élèves quitteront sans doute l'école normale après la deuxième année pour terminer en un an le cycle supérieur de l'enseignement moyen.

Le Ministre ne croit pas à ce danger. A la sortie de l'école normale, l'instituteur obtiendra deux diplômes; cet attrait doit être suffisant pour retenir les élèves à l'école normale pendant les quatre années.

* *

Un membre pose la question suivante : Un élève de deuxième année d'école normale (régime ancien) non porteur du diplôme de l'enseignement moyen du degré inférieur peut-il être admis dans la classe de troisième d'un cours d'humanités?

La réponse est négative.

* *

worden georganiseerd dat de overgang alleen mogelijk is voor leerlingen die bekwaam zijn om de cursussen in de gekozen onderwijstak te volgen.

Hier rijst de vraag, wie de in artikel 2 bepaalde examens moet voorbereiden. Zullen de scholen dit moeten doen of zullen de leerlingen daarvoor zelf moeten instaan? De Minister laat de mogelijkheid onderzoeken van lessen per brief voor het middelbaar onderwijs. Dit bestaat reeds in verscheidene landen.

Enkele commissieleden merken op, dat slechts weinig leerlingen van de technische school naar de 3^{de} van de oudere humaniora zullen overgaan maar hij is gelukkig dat de mogelijkheid daartoe niet wordt uitgesloten.

Het programma van de Lagere Normaalscholen.

Volgens de hervorming zal het lager normaal-onderwijs afgestemd worden op de oudere of moderne humaniora. Het programma is hetzelfde als dat van de drie hoogste jaren van het middelbaar onderwijs.

Een commissielid vraagt zich af, of de programma's van de lagere normaalscholen niet te zwaar zullen worden. Weliswaar zal de stof verdeeld zijn over vier studiejaren, maar wij mogen niet uit het oog verliezen dat de paedagogische opleiding in de twee hoogste jaren zal worden gegeven en dat bepaalde leergangen zoals tekenen en muziek gehandhaafd blijven.

In dit verband maakt een lid de opmerking dat de lagere normaalscholen een beroepsopleiding geven. Zij moeten dus daartoe de nodige cursussen opnemen, zoals elke school die de jeugd voorbereidt tot een bepaald beroep.

Een lid wijst er op dat het diploma van onderwijzer (volgens de oude regeling) voor het bekleden van sommige ambten in de openbare besturen gelijkstaat met het diploma van de humaniora. Na de hervorming van de normaalscholen zal deze regel nog gelden.

Hierin ligt misschien wel een oorzaak van afval in de lagere normaalscholen. Want sommige leerlingen zullen de normaalscholen na het 2^e jaar verlaten om in één jaar tijds de hogere cyclus van het middelbaar onderwijs te doorlopen.

De Minister gelooft aan dit gevaar niet. Als bekroning van de normaalschool zal de onderwijzer twee diploma's ontvangen; hierin ligt een voldoende aantrekkingskracht om de vier jaar lang in de normaalschool te houden.

* *

Een lid stelt de volgende vraag : Kan een leerling van het tweede studiejaar van een normaalschool (oude regeling) die geen diploma van het middelbaar onderwijs van de lagere graad bezit, worden toegelaten in de derde klasse van de humaniora?

Het antwoord luidt ontkennend.

* *

Un membre regrette qu'aucun examen de repêchage ne soit organisé à l'intention des élèves qui ont échoué aux examens de fin d'études moyennes du cycle supérieur. Il lui est fait remarquer que ces élèves ont la possibilité de se présenter devant le Jury central.

DISCUSSION DES ARTICLES.

Article premier.

Le Gouvernement présente un nouveau texte sous forme d'amendement.

Ce texte est adopté sans discussion.

Il a été fait usage des mots « un cours d'humanités » pour respecter la terminologie en vigueur.

Il faut entendre par là « une section d'humanités ».

Article 2.

Un membre propose de rédiger le troisième alinéa comme suit :

« Le Roi fixe les règles de passage de l'enseignement moyen à l'école technique *et inversement*. »

Le Ministre déclare que le texte du Gouvernement ne peut prêter à équivoque. Le passage doit se faire dans les deux directions. L'exposé des motifs est formel à ce sujet.

Après cette déclaration, l'amendement est retiré.

L'article 2 est adopté à l'unanimité.

Article 3.

Cet article étend la compétence du jury d'homologation aux études poursuivies dans la section économique des humanités.

Un membre voudrait que soit envisagé l'accès à l'université des élèves porteurs d'un certificat de section économique. Le Ministre répond que la question sera examinée ultérieurement.

L'article 3 est adopté sans autre observation.

Article 4.

Cet article détermine la tâche du jury d'homologation. Celui-ci se bornera à vérifier le niveau de formation acquis tel que celui-ci se dégagera des résultats de la troisième année du cycle inférieur.

Un arrêté royal précisera l'organisation des examens complémentaires. Les élèves qui ont suivi les trois années d'une section pré-technique ou d'une section familiale devront subir un examen sur certaines branches complémentaires à déterminer.

Een lid betreurt het dat er geen herkansings-examen wordt georganiseerd ten behoeve van de leerlingen die gezakt zijn in de eindexamens van het hoger middelbaar onderwijs. Hiertegenover wordt opgemerkt dat zulke leerlingen de mogelijkheid hebben om zich bij de centrale examencommissie te melden.

ARTIKELSGEWIJZE BEHANDELING.

Eerste artikel.

De Regering biedt een nieuwe tekst aan in de vorm van een amendement.

Deze tekst wordt zonder bespreking aangenomen.

Hierin worden de woorden « een humaniora-leergang » gebruikt om de gangbare terminologie te eerbiedigen.

Hieronder wordt verstaan een « humaniora-afdeling ».

Artikel 2.

Een lid stelt voor, het derde lid te doen luiden als volgt :

« De Koning bepaalt de regeling inzake *wederszijdse* overgang tussen het middelbaar onderwijs en de technische school. »

De Minister verklaart dat de tekst van de Regering ondubbelzinnig is. De overgang is in beide richtingen mogelijk. Zo staat het klaar en duidelijk in de memorie van toelichting.

Na deze verklaring wordt het amendement ingetrokken.

Artikel 2 wordt met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 3.

Dit artikel breidt de bevoegdheid van de homologatiejury uit tot de economische afdeling van de humaniora.

Een lid zou willen dat de houders van het getuigschrift van de economische afdeling toegelaten kunnen worden tot de universiteit. De Minister antwoordt dat dit later onderzocht zal worden.

Artikel 3 wordt zonder verdere opmerkingen aangenomen.

Artikel 4.

Dit artikel bepaalt de taak van de homologatiejury. Deze heeft alleen de grond van ontwikkeling na te gaan op grond van de uitslagen van het derde jaar van de lagere cyclus.

De aanvullende examens zullen nader geregeld worden in een koninklijk besluit. De leerlingen die de drie jaren van een praetechnische of een familiale afdeling gevolgd hebben, zullen een examen moeten afleggen over sommige aanvullende vakken die nader bepaald moeten worden.

Un membre présente un amendement à l'article 4. Il propose de rédiger comme suit le quatrième alinéa :

« Le jury apprécie le degré de formation acquis en cours des premières années d'études moyennes ou techniques, d'après les résultats obtenus par l'élève pendant la troisième année ».

Après discussion et à la demande du Ministre, l'amendement est retiré. Il sera éventuellement présenté en séance publique.

L'article 4 est adopté à l'unanimité.

Articles 5 et 6.

Ces articles sont adoptés après quelques modifications de forme.

Le texte du projet tel qu'il a été adopté par la Commission figure en annexe au présent rapport.

Pour établir d'une façon concrète la portée du projet, nous avons dressé les quelques tableaux ci-dessous :

I. — PASSAGES D'UN ENSEIGNEMENT A UN AUTRE AUTORISÉS PAR LE PROJET :

a) *en vertu de l'article premier :*

un élève qui a terminé avec fruit la première année de l'école normale primaire est admissible directement dans la classe de seconde d'une section d'humanités;

un élève qui a terminé avec fruit la deuxième année de l'école normale primaire est admissible dans la classe de rhétorique ou de première scientifique.

et inversement,

un élève qui a terminé avec fruit la troisième d'une section d'humanités est admissible directement dans la classe de deuxième année de l'école normale primaire;

un élève qui a terminé avec fruit la classe de seconde d'une section d'humanités est admissible directement dans la classe de troisième année de l'école normale.

Ces passages ont lieu directement lorsque les matières enseignées dans les classes précitées portent sur une seule et même section d'humanités.

b) *en vertu de l'article 2 :*

un élève qui a terminé avec fruit la première année du cycle d'études moyennes du degré inférieur est admissible dans la classe de deuxième année de l'école technique;

un élève qui a terminé avec fruit la deuxième année du cycle d'études moyennes du degré infé-

Een lid stelt een amendement voor bij artikel 4, waarvan hij het vierde lid wil doen luiden als volgt :

« De jury beoordeelt de graad van ontwikkeling welke de leerling gedurende de eerste drie jaren van het middelbaar onderwijs of *technische school* heeft bereikt op grond van de uitslagen welke hij tijdens het derde jaar heeft behaald. »

Na bespreking wordt het amendement op verzoek van de Minister ingetrokken. Het zal eventueel voorgedragen worden in de openbare vergadering.

Artikel 4 wordt met algemene stemmen aangenomen.

Artikelen 5 en 6.

Deze artikelen worden aangenomen na enkele vormwijzigingen.

De tekst van het ontwerp, zoals aangenomen door de Commissie, is bij dit verslag afgedrukt.

Om de strekking van het ontwerp concreter voor te stellen, hebben wij enkele tabellen opgemaakt, die hierna volgen.

I. — OVERGANG VAN DE ENE ONDERWIJSTAK NAAR DE ANDERE INGEVOLGE HET ONTWERP :

a) *krachtens artikel 1 :*

een leerling die met vrucht het eerste studiejaar van de lagere normaalschool heeft doorlopen, kan overgaan rechtstreeks naar de tweede klasse van een humaniora-afdeling;

een leerling die met vrucht het tweede studiejaar van de lagere normaalschool heeft doorlopen, kan rechtstreeks overgaan naar de rhetorica of de eerste wetenschappelijke.

en omgekeerd kan,

een leerling die met vrucht het derde studiejaar van een humaniora-afdeling heeft doorlopen, rechtstreeks overgaan naar het tweede studiejaar van de lagere normaalschool;

een leerling die met vrucht het tweede studiejaar van een humaniora-afdeling heeft doorlopen, rechtstreeks overgaan naar het derde studiejaar van de normaalschool.

De overgang geschiedt rechtstreeks, wanneer de onderwezen vakken van de vorengenoemde klassen betrekking hebben op één en dezelfde humaniora-afdeling.

b) *krachtens artikel 2 :*

een leerling die met vrucht het eerste studiejaar van het middelbaar onderwijs van de lagere graad heeft doorlopen, kan overgaan naar het tweede studiejaar van de technische school;

een leerling die met vrucht het tweede studiejaar van het middelbaar onderwijs van de lagere graad

rieur est admissible dans la classe de troisième année de l'école technique.

et inversement,

un élève qui a terminé avec fruit la première année de l'école technique est admissible dans la classe de deuxième année du cycle d'études moyennes du degré inférieur;

un élève qui a terminé avec fruit la deuxième année de l'école technique est admissible dans la classe de troisième année du cycle d'études moyennes du degré inférieur.

Les règles de passages autorisés par l'article 2 sont fixées par le Roi et consistent principalement en l'organisation d'examens complémentaires.

II. — CONDITIONS COMMUNES D'ADMISSION AU CYCLE SUPÉRIEUR DE L'ENSEIGNEMENT MOYEN ET DANS LES ÉCOLES NORMALES GARDIENNES ET PRIMAIRES.

a) être porteur du certificat de passage de la 3^{me} année des études secondaires du cycle inférieur (moyennes ou techniques) à la première classe du cycle supérieur des études secondaires;

b) à défaut de ce certificat, être porteur du certificat d'études secondaires du degré inférieur délivré après examen par un jury constitué par le Gouvernement en vertu de l'article 5 du projet.

* * *

Au moment du vote, un membre déclare que les membres de son groupe émettront un vote d'abstention. S'ils sont d'accord avec un grand nombre des dispositions du projet, ces commissaires ne voteront pas oui parce qu'ils n'ont pas confiance dans la politique du Ministre et qu'ils regrettent que l'enseignement libre n'ait pas été associé plus intimement à la réforme des Ecoles normales.

Le projet de loi est adopté par 11 voix et 6 abstentions.

Le rapport a été prouvé à l'unanimité.

Le Rapporteur,
H. VANDERMEULEN.

Le Président,
G. CROMMEN.

heeft doorlopen, kan overgaan naar het derde studiejaar van de technische school.

en omgekeerd kan,

een leerling die met vrucht het eerste studiejaar van een technische school heeft doorlopen, overgaan naar het tweede studiejaar van het middelbaar onderwijs van de lagere graad;

een leerling die met vrucht het tweede studiejaar van een technische school heeft doorlopen, overgaan naar het derde studiejaar van het middelbaar onderwijs van de lagere graad.

De overgang ingevolge artikel 3 wordt geregeld door de Koning, voornamelijk in de zin van aanvullende examens.

II. — GEMEENSCHAPPELIJKE VOORWAARDEN TOT TOELATING IN DE HOGERE CYCLUS VAN HET MIDDELBAAR ONDERWIJS EN IN DE NORMAALSCHOLEN VOOR BEWAARSCHOOLONDERWIJS EN DE LAGERE NORMAALSCHOLEN.

a) houder zijn van een getuigschrift van overgang van het 3^e studiejaar van de lagere secundaire cyclus (middelbaar of technisch) naar de eerste klasse van de hogere cyclus van het secundair onderwijs.

b) bij gebreke van dit getuigschrift, houder zijn van het getuigschrift van secundair onderwijs van de lagere graad, na een examen voor een jury die door de Regering wordt samengesteld op grond van artikel 5 van het ontwerp.

* * *

Bij de stemming verklaart een lid dat de leden van zijn fractie zich zullen onthouden. Hoewel zij instemmen met een groot aantal bepalingen van het ontwerp, zullen zij toch niet ja stemmen omdat zij geen vertrouwen hebben in de politiek van de Minister en het betreuren dat het vrij onderwijs niet nauwer is betrokken bij de hervorming van de normaalscholen.

Het wetsontwerp is met 11 stemmen bij 6 onthoudingen aangenomen.

Dit verslag is met algemene stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,
H. VANDERMEULEN.

De Voorzitter,
G. CROMMEN.

TEXTE PRÉSENTÉ
PAR LA COMMISSION.

ARTICLE PREMIER.

L'article 5, § 1^{er}, premier alinéa, des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, est complété *in fine* par les dispositions suivantes :

« Pour l'application de l'alinéa premier du présent paragraphe sont assimilées :

- » 1^o à la classe de troisième d'un cours d'humanités, la première année de l'école normale primaire;
- » 2^o à la classe de seconde, la deuxième année de l'école normale primaire;
- » 3^o à la classe de rhétorique ou de première scientifique, l'ensemble des troisième et quatrième années de l'enseignement normal primaire,
- » aux conditions suivantes :

» a) que dans chacune de ces années d'école normale primaire soient enseignées les matières des classes d'humanités auxquelles elles sont assimilées;

» b) que les matières enseignées dans l'ensemble des classes précitées ou des années d'études y assimilées portent sur un seul et même cours d'humanités. »

ART. 2.

Dans les mêmes lois coordonnées, il est inséré un article 5^{ter} rédigé comme suit :

« Art. 5^{ter}. — § 1^{er}. Pour l'application de l'article 5, est assimilée à chacune des trois premières années du cycle d'études moyennes, l'année d'études correspondante suivie avec fruit dans le cycle secondaire inférieur de l'école technique.

» Le Roi fixe les règles de passage entre l'enseignement moyen et l'école technique.

» § 2. Lorsque le porteur d'un certificat d'études moyennes a poursuivi ses études dans les conditions prévues au § 1^{er} du présent article, ce certificat ne doit attester le respect des prescriptions des §§ 2 à 5 de l'article 5, qu'en ce qui concerne la partie des études effectuées sous le régime normal de l'enseignement moyen. »

ART. 3.

La disposition suivante est insérée dans les mêmes lois coordonnées à la place de l'article 7, abrogé par la loi du 27 juillet 1955 :

« Art. 7. — Les certificats sont examinés par un jury institué par arrêté royal.

TEKST VOORGEDRAGEN
DOOR DE COMMISSIE.

EERSTE ARTIKEL.

« Artikel 5, § 1, eerste lid, der bij het besluit van de Regent dd. 31 December 1949 gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, wordt *in fine* aangevuld als volgt :

« Worden voor de toepassing van het eerste lid van deze paragraaf gelijkgesteld :

- » 1^o met de derde van een humaniora-leergang, het eerste jaar van de lagere normaalschool;
- » 2^o met de tweede, het tweede jaar van de lagere normaalschool;
- » 3^o met de rhetorica of de eerste wetenschappelijke, het geheel gevormd door het derde en vierde jaar van het lager normaalonderwijs,
- » onder de volgende voorwaarden :

» a) dat in ieder van deze jaren van de lagere normaalschool de stof van de humaniora-klassen waarmee zij gelijkgesteld zijn, onderwezen wordt;

» b) dat de onderwezen stof in het geheel van de voornoemde klassen of de ermee gelijkgestelde leerjaren op één en dezelfde humaniora-leergang betrekking heeft. »

ART. 2.

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 5^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5^{ter}. — § 1. Voor de toepassing van artikel 5 wordt met elk van de eerste drie jaren van de cyclus der middelbare studiën gelijkgesteld, het overeenkomstig studiejaar dat met vrucht werd gevolgd in de lagere secundaire cyclus van de technische school.

» De Koning bepaalt de regelen inzake overgang tussen het middelbaar onderwijs en de technische school.

» § 2. Zo de houder van een getuigschrift van middelbare studiën zijn studiën voltrokken heeft onder de voorwaarden gesteld in § 1 van dit artikel, moet uit het getuigschrift slechts blijken dat de in §§ 2 tot 5 van artikel 5 vervatte voorschriften werden in acht genomen wat betreft het gedeelte der studiën gedaan onder het normaal regime van het middelbaar onderwijs. »

ART. 3.

In dezelfde gecoördineerde wetten komt de volgende bepaling in de plaats van het bij de wet van 27 Juli 1955 opgeheven artikel 7 :

« Art. 7. — De getuigschriften worden onderzocht door een jury, ingesteld bij koninklijk besluit.

» Ce jury est composé de telle sorte que les professeurs de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics et ceux de l'enseignement organisé par des personnes privées, y figurent en nombre égal.

» Le président est choisi en dehors du personnel enseignant.

» Ce jury examine également dans les conditions prévues à l'article 8 ci-après, les certificats d'humanités modernes (section économique).

» Il procède aussi à l'épreuve préparatoire à la candidature en sciences commerciales. »

ART. 4.

L'article 8 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. — Le programme de l'enseignement est communiqué au jury.

» Si les certificats ne constatent pas la fréquentation pendant le temps requis ou ne présentent pas un caractère suffisant de sincérité, le jury peut fixer un délai pour fournir la justification nécessaire.

» Le jury apprécie le degré de formation acquis au cours des trois premières années d'études moyennes d'après les résultats obtenus par l'élève pendant la troisième année. »

ART. 5.

Dans les mêmes lois coordonnées, il est inséré un article 13bis, rédigé comme suit :

« Art. 13bis. — Quiconque n'est pas porteur d'un certificat constatant qu'il a suivi avec fruit les trois premières années de l'enseignement secondaire soit dans un établissement d'enseignement moyen, soit dans une école technique, soit, en partie, dans un établissement d'enseignement moyen et en partie, une école technique, peut obtenir un certificat équivalent, à condition de satisfaire à un examen devant un jury constitué par le Gouvernement.

» Pour être admis à cet examen, les candidats doivent avoir atteint l'âge de quatorze ans au 31 décembre de l'année précédant celle de la session.

» Le Roi détermine les matières constituant le programme de l'examen et le niveau des connaissances exigées. Il règle la composition et le fonctionnement du jury. Les membres de celui-ci sont choisis parmi les professeurs de l'enseignement moyen et des écoles techniques, de façon que les représentants de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics et ceux de l'enseignement organisé par des personnes privées y figurent en nombre égal.

» Le président est choisi en dehors du personnel enseignant. »

» Deze jury wordt derwijze samengesteld, dat de leden van het onderwijs tot stand gebracht door de openbare machten en die van het onderwijs tot stand gebracht door private personen, in gelijk aantal daarin opgenomen zijn.

» De voorzitter wordt buiten het onderwijzend personeel gekozen.

» Deze jury onderzoekt eveneens, onder de bij navolgend artikel 8 gestelde voorwaarden, de getuigschriften van moderne humaniora (economische afdeling).

» Zij neemt ook de voorbereidende proef tot kandidatuur in de handelswetenschappen af. »

ART. 4.

Artikel 8 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 8. — Het programma van het onderwijs wordt aan de jury medegedeeld.

» In geval uit de getuigschriften niet blijkt dat de lessen gedurende de vereiste tijd werden gevolgd of dat zij geen voldoende waarborg van echtheid bieden, dan mag de jury een termijn bepalen om de nodige rechtvaardiging te verstrekken.

» De jury beoordeelt de graad van ontwikkeling welke de leerling gedurende de eerste drie jaren van het middelbaar onderwijs heeft bereikt op grond van de uitslagen welke hij tijdens het derde jaar heeft behaald. »

ART. 5.

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 13bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 13bis. — Al wie geen houder is van een getuigschrift waaruit blijkt dat hij met vrucht de eerste drie jaren van het secundair onderwijs heeft gevolgd; hetzij in een middelbaar-onderwijsinrichting, hetzij in een technische school, hetzij, gedeeltelijk, in een middelbaar-onderwijsinrichting en gedeeltelijk in een technische school, kan een gelijkwaardig getuigschrift bekomen mits hij slaagt in een examen af te leggen voor een door de Regering samengestelde commissie.

» Om tot dit examen te worden toegelaten moeten de kandidaten de leeftijd van veertien jaar hebben bereikt op 31 December van het aan de zittijd voorafgaande jaar.

» De Koning bepaalt welke vakken het examenprogramma omvat en stelt het peil der vereiste kennis vast. Hij regelt de samenstelling en de werkwijze van de examencommissie. De leden van deze commissie worden gekozen uit de leraars van het middelbaar onderwijs en van de technische scholen, derwijze dat het door de openbare besturen en het door private personen tot stand gebrachte onderwijs een gelijk aantal vertegenwoordigers tellen.

» De voorzitter wordt gekozen buiten het onderwijzend personeel. »

Un membre présente un amendement à l'article 4. Il propose de rédiger comme suit le quatrième alinéa :

« Le jury apprécie le degré de formation acquis en cours des premières années d'études moyennes ou techniques, d'après les résultats obtenus par l'élève pendant la troisième année ».

Après discussion et à la demande du Ministre, l'amendement est retiré. Il sera éventuellement présenté en séance publique.

L'article 4 est adopté à l'unanimité.

Articles 5 et 6.

Ces articles sont adoptés après quelques modifications de forme.

Le texte du projet tel qu'il a été adopté par la Commission figure en annexe au présent rapport.

* * *

Au moment du vote, un membre déclare que les membres de son groupe émettront un vote d'abstention. S'ils sont d'accord sur un grand nombre des dispositions du projet, ces commissaires ne voteront pas oui parce qu'ils n'ont pas confiance dans la politique du Ministre et qu'ils regrettent que l'enseignement libre n'ait pas été associé plus intimement à la réforme des Ecoles normales.

Le projet de loi est adopté par 11 voix et 6 abstentions.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité.

ANNEXE.

Pour présenter d'une façon concrète la portée du projet, votre rapporteur a établi les tableaux suivants :

I. — PASSAGES D'UN ENSEIGNEMENT A UN AUTRE AUTORISÉS PAR LE PROJET :

a) en vertu de l'article premier :

un élève qui a terminé avec fruit la première année de l'école normale primaire est admissible directement dans la classe de seconde d'une section d'humanités;

un élève qui a terminé avec fruit la deuxième année de l'école normale primaire est admissible dans la classe de rhétorique ou de première scientifique;

et inversement,

un élève qui a terminé avec fruit la troisième d'une section d'humanités est admissible directement dans la classe de deuxième année de l'école normale primaire;

un élève qui a terminé avec fruit la classe de seconde d'une section d'humanités est admissible directement dans la classe de troisième année de l'école normale.

Ces passages ont lieu directement lorsque les matières enseignées dans les classes précitées portent sur une seule et même section d'humanités.

Een lid stelt een amendement voor bij artikel 4, waarvan hij het vierde lid wil doen luiden als volgt :

« De jury beoordeelt de graad van ontwikkeling welke de leerling gedurende de eerste drie jaren van het middelbaar onderwijs of *technische school* heeft bereikt op grond van de uitslagen welke hij tijdens het derde jaar heeft behaald. »

Na bespreking wordt het amendement op verzoek van de Minister ingetrokken. Het zal eventueel voorgedragen worden in de openbare vergadering.

Artikel 4 wordt met algemene stemmen aangenomen.

Artikelen 5 en 6.

Deze artikelen worden aangenomen na enkele vormwijzigingen.

De tekst van het ontwerp, zoals aangenomen door de Commissie, is bij dit verslag afgedrukt.

* * *

Bij de stemming verklaart een lid dat de leden van zijn fractie zich zullen onthouden. Hoewel zij instemmen met een groot aantal bepalingen van het ontwerp, zullen zij toch niet ja stemmen omdat zij geen vertrouwen hebben in de politiek van de Minister en het betreuen dat het vrij onderwijs niet nauwer is betrokken bij de hervorming van de normaalscholen.

Het wetsontwerp is met 11 stemmen bij 6 onthoudingen aangenomen.

Dit verslag is met algemene stemmen goedgekeurd.

BIJLAGE.

Om de strekking van het ontwerp concreet voor te stellen uw verslaggever de volgende tabellen opgemaakt :

I. — OVERGANG VAN DE ENE ONDERWIJSTAK NAAR DE ANDERE INGEVOLGE HET ONTWERP :

a) krachtens artikel 1 :

een leerling die met vrucht het eerste studiejaar van de lagere normaalschool heeft doorlopen, kan rechtstreeks overgaan naar de tweede klasse van een humaniora-afdeling;

een leerling die met vrucht het tweede studiejaar van de lagere normaalschool heeft doorlopen, kan rechtstreeks overgaan naar de rhetorica of de eerste wetenschappelijke;

en omgekeerd kan

een leerling die met vrucht het derde studiejaar van een humaniora-afdeling heeft doorlopen, rechtstreeks overgaan naar het tweede studiejaar van de lagere normaalschool;

een leerling die met vrucht het tweede studiejaar van een humaniora-afdeling heeft doorlopen, rechtstreeks overgaan naar het derde studiejaar van de normaalschool.

De overgang geschiedt rechtstreeks, wanneer de onderwezen vakken van de vorengenoemde klassen betrekking hebben op één en dezelfde humaniora-afdeling.

b) *en vertu de l'article 2 :*

un élève qui a terminé avec fruit la première année du cycle d'études moyennes du degré inférieur est admissible dans la classe de deuxième année de l'école technique;

un élève qui a terminé avec fruit la deuxième année du cycle d'études moyennes du degré inférieur est admissible dans la classe de troisième année de l'école technique.

et inversement,

un élève qui a terminé avec fruit la première année de l'école technique est admissible dans la classe de deuxième année du cycle d'études moyennes du degré inférieur;

un élève qui a terminé avec fruit la deuxième année de l'école technique est admissible dans la classe de troisième année du cycle d'études moyennes du degré inférieur.

Les règles de passages autorisés par l'article 2 sont fixées par le Roi et consistent principalement en l'organisation d'examens complémentaires.

II. — CONDITIONS COMMUNES D'ADMISSION AU CYCLE SUPÉRIEUR DE L'ENSEIGNEMENT MOYEN ET DANS LES ÉCOLES NORMALES GARDIENNES ET PRIMAIRES :

a) être porteur d'un certificat attestant que l'élève a terminé avec fruit le degré inférieur des études secondaires (enseignement moyen ou technique);

b) à défaut de ce certificat, être porteur du certificat d'études secondaires du degré inférieur délivré après examen par un jury constitué par le Gouvernement en vertu de l'article 5 du projet.

III. — DIPLÔMES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE HOMOLOGUÉS :

a) le diplôme d'instituteur primaire;

b) le diplôme d'humanités délivré à la fin de la troisième année du cycle supérieur de l'enseignement moyen.

Ce dernier diplôme est délivré aux élèves qui ont suivi avec fruit :

1^o les trois années du degré supérieur de l'enseignement moyen;

2^o la première année de l'école normale primaire et les deux dernières années du degré supérieur de l'enseignement moyen;

3^o les deux premières années de l'école normale primaire et la dernière année du degré supérieur de l'enseignement moyen.

Les trois années du cycle inférieur peuvent être accomplies à l'école moyenne ou à l'école technique ou en partie dans l'une et en partie dans l'autre.

Les élèves qui n'ont pas suivi avec fruit un cycle d'études du degré inférieur peuvent se présenter devant un jury chargé de délivrer un titre équivalent.

Le Rapporteur,
H. VANDEREMULEN.

Le Président,
G. CROMMEN.

b) *krachtens artikel 2 :*

een leerling die met vrucht het eerste studiejaar van het middelbaar onderwijs van de lagere graad heeft doorlopen, kan overgaan naar het tweede studiejaar van de technische school;

een leerling die met vrucht het tweede studiejaar van het middelbaar onderwijs van de lagere graad heeft doorlopen, kan overgaan naar het derde studiejaar van de technische school.

en omgekeerd kan

een leerling die met vrucht het eerste studiejaar van een technische school heeft doorlopen, overgaan naar het tweede studiejaar van het middelbaar onderwijs van de lagere graad;

een leerling die met vrucht het tweede studiejaar van een technische school heeft doorlopen, overgaan naar het derde studiejaar van het middelbaar onderwijs van de lagere graad.

De overgang ingevolge artikel 3 wordt geregeld door de Koning, voornamelijk in de zin van aanvullende examens.

II. — GEMEENSCHAPPELIJKE VOORWAARDEN TOT TOELATING IN DE HOGERE CYCLUS VAN HET MIDDELBAAR ONDERWIJS EN IN DE NORMAALSCHOLEN VOOR BEWAARSCHOOLONDERWIJS EN DE LAGERE NORMAALSCHOLEN :

a) houder zijn van een getuigschrift waaruit blijkt dat de leerling met vrucht de lagere graad van de secundaire studiën (middelbaar of technisch onderwijs) heeft doorlopen;

b) bij gebreke van dit getuigschrift, houder zijn van het getuigschrift van secundair onderwijs van de lagere graad, na een examen voor een jury door de Regering samengesteld op grond van artikel 5 van het ontwerp.

III. — DIPLOMA'S DIE GEHOMOLOGEERD KUNNEN WORDEN :

a) het diploma van onderwijzer;

b) het diploma van humaniora, uitgereikt na het derde jaar van de hogere cyclus van het middelbaar onderwijs.

Dit diploma wordt uitgereikt aan de leerlingen die met vrucht hebben gevolgd :

1^o de drie jaren van de hogere graad van het middelbaar onderwijs;

2^o het eerste jaar van de lagere normaalschool en de twee laatste jaren van de hogere graad van het middelbaar onderwijs;

3^o de eerste twee jaren van de lagere normaalschool en het laatste jaar van de hogere graad van het middelbaar onderwijs.

Belanghebbenden mogen de drie jaren van de lagere cyclus gevolgd hebben in de middelbare school of in de technische school, of gedeeltelijk in beide.

Leerlingen die niet met vrucht een studiecycclus van de lagere graad hebben gevolgd, kunnen een examen afleggen voor een commissie belast met het uitreiken van een gelijkwaardige akte.

De Verslaggever,
H. VANDERMEULEN.

De Voorzitter,
G. CROMMEN.